



Spiritualité et résistance

Cornel West, philosophe et théologien noir américain, soutient que la spiritualité authentique procède d'une force de vie des communautés qui ont supporté la mort et l'oppression, tout en choisissant l'amour et non la haine et la rancœur. À ses yeux, les injustices subies, parfois pendant des siècles, peuvent être sublimées par les arts et surtout la musique comme en fait foi le Negro spiritual, le blues, qui se transforme en explosion de joie dans le jazz et le rythm n blues.

En entendant l'histoire des Irlandais qui ont fuit la grande famine au 19ème siècle, autre histoire de génocide et de nettoyage ethnique pour satisfaire les appétits des lords britanniques qui maintenaient en servage ce peuple d'humbles paysans, j'ai reconnu la vision de Cornel West en me rappelant que ces damnés de la Terre nous avaient apporté le violon et les reel endiablés dénoncés par nos curés. Du drame d'une famine et d'une déportation organisée, nous avons reçu un rythme de vie et de résistance à la souffrance et à la mort, mais

surtout une volonté de redresser la tête et d'affirmer son identité. On retrouve la même chose chez les Acadiens d'ailleurs.

Je pense que les peuples conquis ont le droit de se souvenir des tentatives d'assimilation, voire de génocide, mais si nous répondons à la violence par la violence, nous ne valons guère mieux que les empires qui nous dominent. Ce devoir de mémoire doit aussi en être un de solidarité envers les peuples opprimés de la Terre, les autochtones en premier lieu en ce qui nous concerne, puisque tour à tour nous avons été leurs alliés solidaires avant de devenir d'odieux petits racistes pour bien paraître aux yeux du maître britannique.

De la souffrance transformée peut naître une meilleure humanité qui pourra se dresser contre les mensonges qui réduisent le monde à une guerre de civilisations où on nous interdit de comprendre l'histoire des peuples dominés et de se solidariser avec eux.

En Europe, on entend hurler les chiens de guerre, comme s'il s'agissait d'une partie de soccer qu'on commentait de façon détachée. En plus, cet été il y aura

les jeux de la honte à Paris où l'Occident pourra croire pour un instant encore que le monde lui appartient et que les peuples du Sud n'ont qu'à se soumettre et à s'incliner devant les pouvoirs de l'argent. C'est d'un ridicule qui me lève le cœur, si ce n'est un prélude à la guerre comme les jeux de Berlin en 1936. Alors que nous assistons en direct à un génocide, les bourreaux prennent part aux compétitions sans état d'âme et nous pourrions continuer à nous amuser comme si de rien n'était.

Les puissants de ce monde ne nous aiment pas, ils n'aiment qu'eux-mêmes et ce qui leur appartient. Ce qu'ils n'ont pas, ils le convoitent, animés par un besoin maladif de possession qui a éteint leur âme à jamais. C'est dommage, c'était un si bel été.

Yves Carrier

Dans ce numéro :	
L'arrivée des Irlandais	2
Lettre au Premier ministre	3-5
Appel à la grève générale	6-7
Climat et justice sociale	8-10
Secrets de mon jardin	11
Des nouvelles du CAPMO	12

L'arrivée des Irlandais au Québec

Par Madeleine Tye, secrétaire du conseil d'administration du CAPMO

En 1847, il y eut une famine généralisée à travers l'Europe.

Des navires en partance de l'Irlande et de Liverpool transportaient de pauvres malheureux qui devaient s'expatrier en raison de la sous-alimentation et l'oppression des lords britanniques propriétaires de leurs terres. Déprimés, minés par la faim et la maladie ainsi que le désespoir politique, ils n'ont d'autres choix que périr ou quitter. (La population de l'Irlande passera au cours de cette période de 4 millions à deux millions d'habitants, dont un millions périrent de faim ou de maladies associées à leur manque de résistance.)

C'est à Québec que le mot irlandais évoque la migration de la famine de 1847 et l'histoire tragique de Grosse-Ile. Les fermiers irlandais cultivaient essentiellement le blé et la pomme de terre. La maladie de la pomme de terre en Irlande bouleversa l'économie délicate et misérable de cette population

agricole. Ils n'eurent d'autres choix que d'émigrer. 74 000 immigrants arrivèrent en 1847, le typhus à bord des bateaux qui transportaient du bois vers l'Europe (C'était des cargos sans aucune commodité pour les passagers, billets par cher payés par sa majesté britannique). À bord, il y avait de 40 à 50 décès par jour.

Au Québec, c'est le clergé qui prend la responsabilité de d'occuper des enfants abandonnés et de les placer dans des familles adoptives. De plus, la Société charitable des dames catholiques de Québec dirigeaient les écoles et les orphelinats. Elles recevaient les enfants abandonnés et les éduquaient. On retrouve dans les dossiers tous les renseignements sur eux. 619 orphelins en tout. Le nom, l'âge, le nom des parents, de la mère, le nom de la paroisse, le comté du pays d'origine, le nom du bateau, le nom de la famille adoptive.

C'est Rimouski a accueilli le plus grand nombre d'enfants.

Seuls les bateaux en provenance des ports d'Irlande et de Liverpool étaient retenus à Grosse Île pour

subir une quarantaine. (Les autres navires en provenance d'Angleterre ne transportaient pas une telle misère humaine, dans des conditions bien meilleures et donc, avec bien moins de maladies infectieuses comme le choléra ou le typhus.)

L'ancien Ordre des Hiberniens remontait au Moyen Âge et s'est développé en Irlande. Suite à une visite à Grosse Île en 1897, Jeremiah Gallagher, ingénieur et membre de l'AIH, recueillit des fonds pour ériger un monument. La Croix Celtique en granit de Stanstead de 46 pieds de hauteur est situé sur le point le plus haut élevé de la Grosse Île à 140 pieds au dessus du niveau de la mer. Une cérémonie solennelle eut lieu le 15 août 1909 pour souligner et commémorer la mémoire de tous les Irlandais morts lors de cette tragique épopée.

Marianna O'Gallagher, professeur d'histoire au St-Patrick Collège, petite fille de Jeremiah Gallagher, irlandais écrit un livre sur Grosse Île.

« Les témoins parlent, Grosse Ile 1847, 438 p., 1995. »

Des droits humains à libérer des lois du marché

Par la Table de concertation de la Conférence religieuse canadienne

M. François Legault

Premier ministre du Québec

Assemblée nationale du Québec

Nous, de la Conférence religieuse canadienne (CRC), préoccupés par la dignité des personnes et la justice sociale, et partenaires des groupes communautaires qui interviennent au Québec au niveau de la lutte à la pauvreté, à l'exclusion sociale, ainsi que pour la défense des droits fondamentaux, nous tenons à prendre la parole pour vous partager nos préoccupations.

L'impact de la hausse du coût de la vie que nous vivons actuellement, principalement au niveau de l'alimentation et du coût du logement, fait des ravages auprès des populations plus vulnérables et appauvries en termes de stress et d'impact sur leur santé.

Depuis le début de la pandémie, « l'inflation a été particulièrement sévère pour le panier d'épicerie : le prix des aliments a cru d'environ 20 % en deux ans, selon Statistique Canada, soit beaucoup plus vite que les autres produits ».

Noël est loin de nous, mais déjà les organismes appelaient alors le gouvernement à aller au-delà de la charité et des solutions individuelles et à lutter contre les causes profondes de l'insécurité alimentaire qui a un impact sur tous les autres aspects de la vie. Nous appuyons fortement cet appel.

Nous tenons à le rappeler: s'alimenter et se loger à prix abordable constituent des droits fondamentaux dont le respect ne peut être assuré en les laissant aux aléas des lois du marché dont l'objectif est avant tout la recherche du profit. À l'instar de M. Sébastien Rioux, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie politique de l'alimentation et du bien-être, nous sommes de ceux et celles qui ne croient pas que la hausse du coût de la vie relèverait « d'une fatalité en soi à laquelle les gens devraient s'adapter ».

De même qu'un système alimentaire d'une société doit être conçu, pensé et géré avant tout pour nourrir et non pour s'enrichir, de même une politique d'habitation doit être planifiée et administrée dans le but de loger le plus grand nombre de personnes de façon décente et abordable.

Le droit à la sécurité alimentaire

Mme Virginie Larivière, porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté, rappelait que les quatre ou cinq gros acteurs dans le domaine de l'épicerie « ont profité de l'augmentation de l'inflation pour dégager des marges de profits supérieures à celles indiquées par l'inflation réelle ».

Ce que tend à confirmer un récent rapport du Center for Future Work qui nous apprenait que, pour 2023, les grands épiciers se partageront des profits nets de \$6 milliards, soit environ le double de profits que l'on dégagait avant la pandémie, et une augmentation de 8% par rapport à l'année précédente.

Parmi les conclusions de son rapport, M. Jim Stanford, économiste et directeur du Centre for Future Work, questionnait les chiffres des grands épiciers : « Les mathématiques élémentaires réfutent l'affirmation des p.-d.g. des supermarchés selon laquelle ils n'ont fait que répercuter la hausse du coût des intrants sur les consommateurs ».

Pendant ce temps, les citoyen·nes s'appauvrissent et les banques alimentaires doivent redoubler d'efforts, explique Virginie Larivière. Depuis 2019, l'utilisation des banques alimentaires a augmenté de 73 % au Québec et de 78,5 % au Canada, plus d'un tiers des utilisateurs étant des enfants.

Parmi les usagers et usagères figurent des salarié·es qui n'arrivent tout simplement pas à joindre les deux bouts. « La frange [...] qui ne cesse d'augmenter d'année en année, ce sont les travailleurs. Ils ont un revenu d'emploi et malgré tout, ils ont besoin d'une banque alimentaire », révélait le directeur des opérations des banques alimentaires du Québec, Gaël Chantrel.

Le droit au logement

Centraide Montréal l'a clairement déterminé, c'est le coût du logement dans le Grand Montréal qui reste le principal vecteur d'appauvrissement de la population la plus vulnérable.

« Les chiffres ne peuvent pas être plus clairs. C'est un rapport catastrophique », s'exclamait Véronique Laflamme, porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), en se référant au rapport de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) qui faisait état de taux d'inoccupation qui ont chuté et de hausses record de loyers partout au Québec et au Canada.

M. Francis Cortellino, économiste responsable de l'analyse du marché de l'habitation du Québec à la SCHL, rappelait que les hausses de loyers en 2023 sont historiques : « C'est un record depuis 1990, on n'a jamais eu de telles hausses », observe-t-il.

Le 20 février dernier, M. James Orlando, directeur général et économiste principal à la Banque Toronto-Dominion, faisant écho à Centraide et à la SCHL, rappelait que « les frais d'intérêt hypothécaires augmentent à un rythme sans précédent, tandis que les loyers montent en flèche en raison d'un faible taux d'inoccupation ». Il rajoutait même qu'en raison de la forte proportion des coûts du logement, soit 30%, au sein du panier de l'indice des prix à la consommation (IPC), « cette composante à elle seule représente au moins la moitié de l'inflation globale au Canada ». Au point que M. Orlando n'hésite pas à identifier l'inflation du prix des logements comme étant « l'épine dans le pied de la Banque du Canada (BdC) » qui empêche celle-ci d'atteindre sa cible d'un taux d'inflation de 2% qui lui permettrait de procéder à une baisse des taux d'intérêts qui avantagerait la majorité de la population.

Plus que les coûts du financement hypothécaire, c'est la rareté des logements disponibles qui constitue la cause principale de la hausse des prix du logement.

Conclusion

Il n'est pas normal qu'un ménage consacre plus de 50% de ses revenus nets à se loger, tout comme il est pour nous inacceptable d'assister à la fermeture d'un si grand nombre de résidences pour aînés (RPA). Rendre à nouveau le logement abordable constitue une priorité urgente et appelle à un grand chantier à mettre en branle dès 2024. Le projet de loi 65 qui veut interdire temporairement les évictions constitue un premier pas dans la bonne direction. Mais cela ne constitue qu'un élément de ce vaste chantier.

La non-reconnaissance des droits à la sécurité alimentaire et à un logement abordable à cause des coûts inaccessibles, entraîne dans son sillage le déni d'autres droits comme ceux à la santé, à la culture, aux loisirs, bref, à la pleine citoyenneté.

Les personnes travaillant dans les organismes communautaires qui interviennent au niveau de la sécurité alimentaire et du logement sont témoins des conséquences sur les personnes d'un tel déni de droits et constituent, par conséquent, des expertes pour élaborer et proposer des solutions.

Mais lorsque, en plus, leur expertise est corroborée et complétée par celle des institutions qui ont les moyens d'analyser et de chiffrer les causes de telles réalités, il est de la responsabilité du gouvernement de les écouter et d'assumer ses responsabilités.

Nous appelons votre gouvernement à adopter des politiques structurantes pour faire face aux coûts de la vie, soit l'augmentation du salaire minimum et des prestations de la sécurité du revenu en conséquence, ainsi que l'encadrement efficace des augmentations de loyer et la construction d'un nombre substantiel de logements sociaux qui réponde aux besoins actuels.

Nous vous remercions de l'attention portée à notre lettre et nous vous demeurons disponibles pour en discuter avec vous.



Renée Ntagungira, adjointe à la direction



Alain Ambeault, directeur général de la CRC

Cc : - Mme France-Élaine Duranceau, ministre responsable de l'Habitation.

- Mme Suzanne Roy, ministre de la Famille.

Appel à la grève général pour le climat, le 27 septembre 2024

Bonjour à tout le monde !

Le 27 septembre prochain, on soulignera le 5e anniversaire des mobilisations planétaires historiques pour la justice sociale et climatique. Déjà, des appels à la mobilisation sont lancés tant au niveau national que régional. À Québec, l'appel est repris par la Coalition régionale justice climatique et sociale qui regroupe des syndicats, des groupes environnementaux, des associations étudiantes, des organismes communautaires et féministes.

C'est dans cet optique que, le 27 février dernier, l'Assemblée générale du RÉPAC 03-12 adoptait un mandat de consultation en vue d'une journée de grève/de fermeture ou d'interruption de service pour la journée du 27 septembre 2024. Nous lançons donc officiellement cette consultation auprès des groupes membres du RÉPAC. Vous êtes invité à consulter vos instances décisionnelles pour vous doter d'un mandat de grève, de fermeture ou d'interruption de service pour la journée du 27 septembre 2024.

Notez qu'en collaboration avec le RGF-CN, nous vous proposerons des activités tout au long de la journée. Des détails sont à venir, mais notez déjà que la journée se terminera avec une grande manifestation: <https://www.facebook.com/share/J1216YiN3NNYNLyy/>

Pourquoi faire la grève?

Le réchauffement climatique s'accélère, les mois passent brisant des records de chaleur les uns après les autres, la progression de la maladie de Lyme a bondi de 1000%, le nombre de pollinisateurs est dramatiquement en baisse, les événements climatiques extrêmes (inondations, feux de forêts, canicule) se multiplient précarisant nos conditions d'existences. Il est plus qu'urgent d'agir, avant qu'il ne soit trop tard. Pourtant la classe politique tarde dangereusement à agir.

Justice climatique, justice sociale

En plus de créer des dégâts irréversibles sur l'environnement, le système capitaliste crée des inégalités sociales et économiques qui ne profitent qu'aux plus riches. Les 1% sont directement responsables de la crise écologique. Alors que, partout dans le monde, ce sont les plus vulnérables qui paient le prix fort, car ce dérèglement s'ajoute à leurs conditions de vie déjà difficiles. Il faut non seulement réduire les GES mais aussi améliorer les conditions de vie des personnes et des communautés défavorisées. Sans quoi, les inégalités continueront d'augmenter.

C'est pourquoi l'action communautaire autonome est directement concernée par cette lutte. En effet, au cœur de notre mission s'inscrit la lutte pour une transformation sociale. Celle-ci vise l'amélioration des conditions de vie, l'avancement et le respect des droits humains. De plus, les changements climatiques touchent prioritairement les populations avec lesquelles on travaille au quotidien (celles qui vivent des injustices). Le communautaire a un rôle central à jouer, particulièrement en regard à l'éducation populaire auprès des personnes laissées pour compte afin que celles-ci puissent être au cœur des processus démocratiques et des débats de société entourant la lutte aux changements climatiques.

À vos instances !

Que devez-vous faire lorsque vous obtenez un mandat de grève ?

Si vous obtenez un mandat de grève, faites-nous le savoir dès que possible soit par courriel à repac@repac.org ou par téléphone au 418-523-4158

Affichez-vous (une affichette sur la porte, un communiqué, une signature courriel...) afin de créer un effet d'entraînement et de permettre aux autres groupes de se sentir moins seuls dans leur décision.

Nous vous enverrons, au cours des prochaines semaines, une trousse de mobilisation.

Solidairement,

Naélie Bouchard-Sylvain (elle)

Coordonnatrice

Regroupement d'éducation populaire en action communautaire de Québec et Chaudière-Appalaches

418- 523-4158

repac@repac.org

@repac0312

CLIMAT & JUSTICE SOCIALE MÊME COMBAT

La crise écologique menace les droits humains des plus vulnérables et accentue les inégalités déjà présentes en société



Qui est victime de la crise climatique? Les personnes qui n'ont pas les moyens de s'y adapter...

- Les personnes les plus pauvres
- Les résident-e-s des quartiers populaires et les locataires
- Les femmes et les personnes racisé-e-s
- Les Premiers Peuples
- Les aîné-e-s
- Les habitant-e-s du Sud global

Crise climatique et inégalités sociales, un seul responsable: le capitalisme!

Le capitalisme détruit l'environnement en épuisant ses ressources au nom de la croissance économique (déforestation, industrie du pétrole, etc.).

Cette « croissance » bénéficie aux plus riches, qui maximisent leurs profits pendant que les moins nantis en subissent les conséquences.

Les 10% plus riches sont aussi ceux qui, par leur mode de vie, sont responsables de la majorité des émissions de CO2 (50%).

Se mobiliser pour faire face à la crise climatique, c'est une question de survie!
Changeons le système, PAS LE CLIMAT!

PAUSE EPA

Une pause-ÉPA, c'est une courte activité d'éducation populaire qu'il est facile d'insérer dans vos activités courantes. Pas besoin de lancer des invitations deux mois d'avance et de coller des dizaines d'affiches, il suffit de réserver une demi-heure de votre prochain conseil d'administration ou de votre assemblée générale. À vous de choisir le moment propice pour animer cette discussion.

Objectifs

- **S'informer sur la situation actuelle (liens entre la justice sociale et la crise climatique)**
- **Réfléchir au rôle des organismes communautaires dans la lutte aux changements climatiques**
- **Se mobiliser et passer à l'action**

Mise en contexte

Ce n'est plus une nouvelle, notre planète se réchauffe à un rythme alarmant, mettant en péril la survie de l'humanité, de la faune (l'ensemble des espèces animales) et la flore (l'ensemble des végétaux). L'Organisation des Nations Unies (ONU) parle même d'une triple crise environnementale: celle du réchauffement climatique, celle de la perte de biodiversité et celle de la pollution. Ces trois crises, qui s'interalimentent, sont causées par l'activité humaine.



Cette triple crise environnementale a des répercussions sur l'ensemble de la population. Elle est désormais considérée comme la principale menace pour le respect des droits humains (alimentation, eau, éducation, logement, santé). Elle a également un impact démesuré sur les personnes appauvries et sur celles prises aux intersections des oppressions, ici et ailleurs. Il existe ainsi plusieurs facteurs qui aggravent l'impact des changements climatiques.

1 Brise-glace : Vrai ou faux

La crise climatique fait augmenter le prix du panier d'épicerie.

VRAI L'imprévisibilité, la multiplication et l'ampleur des événements météo (inondation, sécheresse, tornade, canicule, froid extrême, etc.) affectent les récoltes sur l'ensemble de la planète ce qui fait augmenter le prix des aliments ? Pour en savoir plus !

La crise climatique est responsable de la pandémie de COVID 19.

Plutôt VRAI - Bien que le lien direct reste à établir de manière scientifique, on sait que la diminution de la biodiversité augmente la propagation des virus chez les humains. D'autres pandémies, plus fréquentes et plus meurtrières, sont donc à prévoir. Pour en savoir plus !

Les changements climatiques menacent le droit au logement.

VRAI - La multiplication des événements météo tels que les inondations et les tornades (elles ont plus que doublé au Québec en 2022!), va entraîner la perte de nombreux logements. De plus par période de grand froid, les ménages ayant des logements mal isolés verront leur facture d'électricité grimper en flèche? Pour en savoir plus !

Les conséquences de la crise climatique touchent davantage les femmes d'ici et d'ailleurs.

VRAI - Par leur rôle social (prendre soin de la famille, de la sphère domestique, etc.), par leur statut socio-économique (elles sont davantage touchées par la pauvreté), ainsi que par leur genre (elles sont plus à risque de subir des violences sexuelles). Pour en savoir plus !

La crise climatique est une occasion de faire rouler l'économie sans revoir notre mode de vie.

FAUX - Quoiqu'en dise les politicien-ne-s, les changements climatiques auront des impacts majeurs sur notre mode de vie.



2 La crise climatique, ça nous concerne !

Le point de départ de toute démarche d'ÉPA, ce sont les personnes. Pour commencer, répondons collectivement à la question suivante : Qui sont les personnes qui utilisent les services, qui fréquentent nos milieux de vie, qui militent et s'impliquent ou participent à nos activités ? Et qu'est-ce qui les caractérise ?



Selon le gouvernement du Canada les catégories de personnes les plus vulnérables face aux conséquences des changements climatiques sont :

(Cochez toutes les catégories qui correspondent aux membres, aux militant-e-s , aux usager-ère-s et aux travailleur-se-s)

- Les Autochtones
- Les personnes âgées
- Les enfants et les jeunes
- Les personnes enceintes
- Les populations racialisées
- Les personnes vivant avec un handicap
- Les intervenant.e.s d'urgence de première ligne
- Les résident.e.s des communautés nordiques et éloignées
- Les personnes socialement et économiquement défavorisées
- Les personnes immunodéprimées et les personnes qui ont une maladie préexistante

3 Population conscientisée vs gouvernements pas pressés

Malgré l'urgence de la situation et l'opinion populaire (73% des canadien-ne-s croient que la situation est urgente), nos gouvernements tardent à agir et continuent à prioriser l'économie. Alors qu'on devrait diminuer nos émissions de GES de manière drastique et durable, c'est le contraire qui se produit au Canada comme au Québec. Nous sommes encore très loin d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris (pour limiter la hausse de température à 1.5 degré) ou de respecter les accords de préservation de la biodiversité. Seulement 17% des canadien-ne-s pensent que le gouvernement en fait suffisamment pour lutter contre les changements climatiques.

Le temps presse pour réaliser la transition écologique et seule une mobilisation massive pourra forcer les gouvernements à agir dans l'intérêt de tous et de toutes.

4 Et le communautaire là-dedans ?

D'après vous, quel est le rôle des groupes communautaires face à cette situation ?

Note : De par sa mission de transformation sociale et ses valeurs progressistes, le communautaire a un grand rôle à jouer pour mobiliser la population et bâtir un rapport de force face aux gouvernements, mais également face aux grandes industries et aux multinationales qui minent nos efforts de transition ? Au-delà de l'éducation populaire, il faut bâtir des mobilisations plus larges, plus dérangeantes et qui maintiennent la pression dans le temps. Qu'est-ce que vous souhaitez faire comme groupe afin de participer à ce grand mouvement de mobilisation ?

1. Informer et mobiliser les membres et la communauté
2. Rencontrer les élu-e-s pour leur répéter nos revendications
3. Participer à des manifestations et à des actions
4. Participer aux mouvements de grève pour la justice climatique et sociale

RÉPAC-03-12



www.repac.org
@repac0312

Secrets de mon jardin

Rendez-vous culturels et artistiques du Vieux Couvent

« *La beauté au cœur* »

• chaque samedi de juin de 9h30 à 12h

Ateliers de créativité ouverts à tous

Collages, forge, poterie, création d'une piniata, peinture, fantaisies à tisser, jeu des symboles, et plus encore !

• Samedi 22 juin 5 à 7

Festin de Marguerites

Elles sont resplendissantes et vous attendent pour un apéritif !
conte, chant, musique, marionnettes

L'Abreuvoir vous propose de la bière de l'Esprit de Clocher et des jus \$

• Vendredi 28 juin 20h00

Veillée des Lucioles

Elles vous attendent pour une soirée poésie, conte, chant, musique sous les arbres

L'Abreuvoir vous propose de la bière de l'Esprit de Clocher et des jus \$

• Dimanche 30 juin de 15h00 à 20h00

Fête interculturelle avec les travailleurs saisonniers

Danses folkloriques, chant, jeux, atelier, repas saveurs d'Amérique Latine en collaboration avec le RATTMAQ et SOIT Québec

• Dimanche 7 juillet à partir de 9h30

Déjeuner dans l'herbe inscription conseillée

le déjeuner Paroles et Musique du Bourg Saint-Louis vous invite au jardin !
en collaboration avec Vues de Neuville

652 rue des Érables GOA 2R0 Neuville
tél : 418 876-2209

info@espaceartnature.com

f espace art nature au vieux couvent

Activités gratuites

Contribution
à votre bon cœur



Apportez votre chaise
Activités à

l'intérieur
en cas de pluie



Des nouvelles du CAPMO

ÉquiMobilité

Le 1er juillet 2024, la tarification sociale du Réseau de transport de la Capitale et le Service de transport adapté passent à 50% du tarif régulier pour les foyers à faible revenu. Bravo Collectif TRAAQ pour cette réalisation concrète qui a un potentiel de 30 000 personnes dans l'agglomération urbaine de Québec.

Brunch de financement annuel du CAPMO

Dimanche 16 juin 2024 de 9 h à 12 h

Centre Durocher, salle 102, 680 rue Raoul-Jobin, Québec

Marche familiale pour la réouverture des bibliothèques

Samedi 8 juin, à 13 h

Lieu de départ, Bibliothèque Saint-Charles, 400, 4ème Avenue, Québec

En solidarité avec les travailleuses en grève

Manifestation pour le droit à la mobilité,

On veut du transport en commun

Ministère des transport, entrée de l'hôtel Delta à Québec

11 juin à midi

Organisée par la Coalition pour la justice sociale et climatique

Point de presse et pique-nique pour le droit de manifester

18 juin à midi

Hôtel de ville de Québec